

*l'Anti*capitaliste

n°776 | 20 novembre 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

FÉMINICIDES VIOLS GUERRES

IVG



FACE AUX VIOLENCES ET À L'EXTRÊME DROITE

**LES FEMMES LUTTENT
POUR LEURS DROITS**

À LA UNE

L'impasse du jeu
parlementaire

Page 2

ZOOM

Palestine. Une semaine
dans la France complice
d'Israël

Page 3

INTERNATIONAL

Grèce. Démolition
acharnée du service
public d'éducation

Page 4

CHAMP LIBRE

Entretien avec Aurélie-
Anne Thos, infirmière à
la maternité de Tenon

Page 8

Édito

En finir avec la maltraitance des enfants

Par AURÉLIE-ANNE THOS

À l'approche du 25 novembre, Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux minoriséEs de genre, nous pensons aux enfants victimes. Après une année marquée par les affaires Bétharram et Le Scouarnec, l'appel des 500 mamans d'Incesticide, les attaques contre l'EVARS, les travaux de la CIVISE et les révélations liées au juge Durand, ainsi que les luttes des mineurs isolés et le vingtième anniversaire des morts de Zyed et Bouna, la société commence à mesurer l'ampleur des violences contre les enfants.

En France, 160 000 enfants subissent l'inceste chaque année. Celles et ceux qui témoignent reçoivent rarement aide ou protection. Quand ils cherchent refuge auprès d'adultes, on les traite souvent de menteurEs. Les mères sont suspectées de manipulation, accusées d'aliénation parentale et condamnées si elles refusent d'exposer l'enfant au père violent. Dans les situations de violences conjugales, les enfants sont toujours victimes. Les vulnérabilités s'accumulent. Sans papiers, les enfants ne sont pas protégés et doivent prouver leur minorité. Deux mille dorment dans la rue. RaciséEs, iels sont cibléEs par les violences policières. Intersexes, iels subissent des mutilations génitales. Trans, iels voient leur transition rendue inaccessible. Pour les enfants en situation de handicap, les aides scolaires sont absentes ou insuffisantes ; les classes adaptées sont impossibles avec des effectifs pléthoriques.

On refuse aux enfants le droit d'être des enfants, mais cela peut changer : les victimes prennent la parole. Pour mettre fin aux violences et faire valoir leurs droits — vivre en sécurité, être crus et protégés — il faut rompre avec le système de maltraitance et instaurer une écoute bienveillante où les enfants seront respectés et considérés comme autonomes.

Cela exigera des moyens considérables. Il n'y a qu'une solution : aller chercher l'argent là où il est et se mobiliser — le 20 novembre (Trans Day of Remembrance), les 22 et 25 novembre contre les violences faites aux femmes et aux minoriséEs de genre, et le 2 décembre contre l'austérité.

Bien dit

Je ne souhaite pas recevoir cette décoration

MICHÈLE AUDIN est morte le 14 novembre 2025. Le 1^{er} janvier 2009, elle refusait la promotion à la Légion d'honneur que lui proposait Nicolas Sarkozy, alors que celui-ci avait refusé de faire la lumière sur la disparition de son père, Maurice Audin, en Algérie en 1957. Militant pour l'indépendance algérienne, Maurice Audin a été tué pendant son interrogatoire par des parachutistes français. Mathématicienne, spécialiste de la Commune et écrivaine de haut rang, Michèle Audin était une figure importante et un exemple. Nous lui rendons hommage.

À la Une

L'impasse du jeu parlementaire

Mercredi 12 novembre à minuit, l'Assemblée nationale a donc interrompu ses débats sur le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Le texte, dont la partie dépenses n'a pas été votée, a été transmis en l'état au Sénat. Il inclut le « décalage » de la contre-réforme des retraites, présenté comme une victoire par le PS et les Écologistes tandis que le PCF et LFI dénoncent un vote qui « revient à avaliser la retraite à 64 ans ». Une nouvelle démonstration de l'échec d'une gauche engluée dans le jeu institutionnel où elle n'a le choix qu'entre l'acceptation de l'austérité libérale ou sa dénonciation impuissante.

Une suspension qui n'en est pas une

Ce qui est présenté comme une concession de la Macronie au PS ne suspend pas la contre-réforme des retraites. Celle-ci continuera de pénaliser celles et ceux qui sont déjà partis depuis 2024 et ne fait que la suspendre pendant 2 ans pour celles et ceux qui partiront entre 2026 et 2028. Cette concession, même élargie aux carrières longues, reste très limitée. Elle permettra au mieux aux générations concernées de cesser leur activité quelques semaines plus tôt. Elle a un autre rôle : faire accepter surtout une contrepartie, l'acceptation d'un nouveau tour de vis dans des dépenses sociales déjà très insuffisantes.

Réduire les dépenses sans toucher aux profits

Le PS voudrait créer l'impression qu'avec le budget transmis au Sénat, les coupes massives initialement prévues par le gouvernement seraient abandonnées.



Les votes majoritaires de l'Assemblée nationale ont en effet supprimé quelques-unes des pires « horreurs » du texte initial : taxe supplémentaire sur les mutuelles et mise à contribution des retraitéEs, gel des pensions et des prestations sociales ; doublement des « franchises médicales » ; baisse du plafond du nombre de jours indemnisés pour certaines affections de longue durée (ALD). Une mini-enveloppe supplémentaire de 850 millions d'euros serait accordée aux hôpitaux, qui ont déjà cumulé 3 milliards de déficit en 2024.

Mais, comme l'a souligné Farandou, ministre du Travail, le texte transmis au Sénat remet en cause la politique

gouvernementale de « réduction du déficit ». Au lieu de le ramener de 23 à 17 milliards d'euros, il le ferait monter à 24. La conclusion du ministre va donc de soi : « *il nous manque beaucoup d'économies que l'on a du mal à faire voter* ». C'est ce à quoi vont maintenant s'atteler le Sénat, majoritairement à droite, le gouvernement, le « bloc central », la droite, avec le soutien du RN, tous partisans de réduire les dépenses sans mettre à contribution « nos entreprises », c'est-à-dire les profits.

Le PS et ses alliés « de gauche » vont donc devoir accepter de nouvelles baisses des dépenses indispensables à la Sécurité sociale s'ils persistent dans leur volonté de ne pas censurer

Lecornu. Au bout du chemin parlementaire, il n'y aura pour eux d'autre issue qu'une capitulation complète ou un piteux ralliement de dernière minute à la censure.

L'impuissance du jeu institutionnel

Mais la dénonciation virulente et justifiée par la LFI des reculs du PS n'offre pas de réelle alternative car elle se cantonne au seul terrain institutionnel : soit la censure pour provoquer des législatives anticipées, soit la destitution de Macron, mais qui a bien peu de chances de se réaliser au vu des rapports de forces au Parlement. Seule la reprise de la mobilisation peut permettre une victoire sociale sur la retraite et les budgets d'austérité et imposer un départ de Macron qui ne profite pas au RN. Mais LFI ne dit ni ne fait rien pour relancer une action unitaire, consacrant exclusivement son énergie à la préparation des élections à venir, en premier lieu des municipales.

Reprendre le chemin de la mobilisation

Il n'existe pourtant pas d'autre voie que de renouer le fil des mobilisations sociales. La division et l'inertie syndicale n'aident certes pas, mais les mobilisations à venir — journée internationale contre les violences faites aux femmes du 25 novembre, manifestation nationale pour la Palestine à Paris le samedi 29 novembre et journée de grève appelée par la CGT, la FSU et Solidaires le mardi 2 décembre — peuvent permettre à notre camp social de se mobiliser et de reprendre l'offensive.

La commission santé sécu social

Acturama



À l'occasion des commémorations de l'armistice de la Première Guerre mondiale, des banderoles ont été déployées à Saint-Nazaire à l'initiative de Bloquons tout. Contre les discours nationalistes et guerriers trop souvent entendus lors de ces cérémonies, l'action a permis, avec la Chanson de Craonne en tête, de réaffirmer notre internationalisme en maudissant cette guerre et tous les impérialistes.

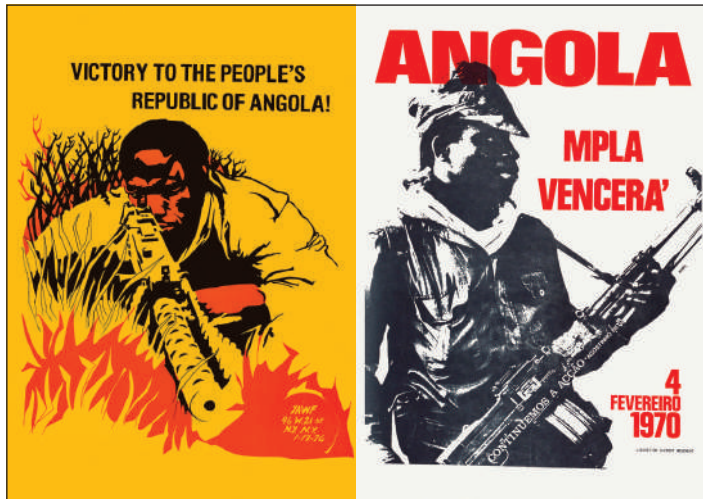
ANGOLA Qu'ont-ils fait de l'indépendance ?

Cinquante ans après l'indépendance du pays, la répartition des richesses et l'urgence sociale restent au cœur des préoccupations des Angolais.

« **L**e prix du sang, de l'ardeur et des larmes » : les mots d'Agostinho Neto, futur président de l'Angola, résument bien la dureté de la lutte anticoloniale lorsqu'il proclame, le 11 novembre 1975, l'indépendance du pays. À sa mort, José Eduardo dos Santos lui succède pour un règne de trente-huit ans, avant de céder la place à l'actuel dirigeant João Lourenço.

Des nationalistes divisés

Colonisé en 1575 par les Portugais, le pays voit émerger, dans les années 1960, les premières organisations nationalistes. Elles sont au nombre de trois, avec des bases sociales et géographiques distinctes : le MPLA, présent surtout dans les centres urbains ; le FNLA, très majoritaire parmi les populations Bakongo du Nord ; et l'UNITA, issue d'une scission du FNLA, avec une assise parmi les Ovimbundu du centre du pays. Ces trois organisations s'opposent, conséquence d'une histoire propre à chaque communauté vivant la colonisation de manière différenciée. Les revendications idéologiques servent surtout à nouer des alliances avec des pays étrangers : le MPLA avec les Soviétiques et



À gauche, Youth Against War and Fascism, USA, 1976. À droite, comité Angola, 1970.

les Cubains, l'UNITA avec les États-Unis et l'Afrique du Sud, tandis que le FNLA, rapidement marginalisé, reçoit un temps le soutien du Zaïre de Mobutu et de la Belgique. Quant au Portugal, dernière métropole à s'accrocher à son empire — symbole, pour la dictature de Salazar, de la grandeur nationale —, l'Angola représente une source essentielle de richesses. Lisbonne y développe une économie de rente autour du coton, du café, du sucre, mais aussi du pétrole. C'est la révolution des Œillets, en 1974, qui mettra fin aux guerres coloniales.

Une guerre civile longue et féroce

Les hostilités s'intensifient rapidement entre les trois organisations nationalistes et dureront jusqu'en 2002, malgré un cessez-le-feu signé en 1992. Plusieurs enjeux viennent se greffer au conflit : d'abord la guerre froide, exacerbée par la présidence Reagan ; ensuite, le régime d'apartheid sud-africain, désireux de maintenir son contrôle régional ; enfin, les convoitises financières autour de l'exploitation pétrolière. En France, la compagnie Elf, ancêtre de Total, financera les deux camps. Éclatera plus

tard ce que la presse appellera l'« Angolagate », au cours duquel plusieurs personnalités, aussi bien de droite que socialistes, seront mises en examen pour trafic d'armes et abus de biens sociaux.

Par sa longueur, la guerre dégénère en conflit ethnique, expliquant l'ampleur des pertes civiles : plus de 500 000 morts et plusieurs millions de déplacés.

Une situation sociale désastreuse

Depuis la fin de la guerre civile, à mesure que le pays se reconstruisait, les inégalités sociales n'ont cessé de croître, au point que l'Angola est aujourd'hui considéré comme l'un des pays les plus inégalitaires au monde. Si l'Angola est le premier pays africain exportateur de pétrole, près de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. La manne pétrolière est accaparée par les caciques du pouvoir. Ainsi, la fille du président Dos Santos possède plus de deux milliards de dollars. En 2022, l'ONG Plataforma Sul dénonçait le déni du président Lourenço face à la famine qui frappait le sud du pays. Le gouvernement s'est, par ailleurs, plié aux exigences du FMI en supprimant les subventions sur le carburant. Fin juillet 2025, le prix de détail est passé de 300 à 400 kwanzas, entraînant des manifestations violemment réprimées. L'Angola est, avec le Burundi, le pays le plus touché par le choléra, cette maladie de la pauvreté due aux défaillances des infrastructures hydriques. Un triste record.

Paul Martial

PALESTINE

Une semaine dans la France complice d'Israël

À Gaza, le cessez-le-feu est un leurre et les PalestinienNEs demeurent sous blocus, dans des conditions qui menacent leur existence. En France, le gouvernement a poursuivi sa complicité avec Israël par tous les moyens, à commencer par la répression des voix solidaires.

Arrestation d'Omar Alsoumi

Le 5 novembre, Omar Alsoumi, cofondateur d'Urgence Palestine (UP), a été placé en garde à vue après une plainte de deux organisations d'extrême droite. Déjà ciblé politiquement — ses avoirs sont gelés depuis six mois suite à la menace de dissolution d'UP — il a été déferé au tribunal après 48 h, puis relâché, accueilli par de nombreux soutiens. Cette offensive liberticide contre la solidarité avec la Palestine, lancée par la circulaire Dupont-Moretti du 10 octobre 2023 sur l'« apologie du terrorisme », a déjà visé plus de 1 000 personnes ou organisations en deux ans.

Propagande coloniale à la Philharmonie de Paris

Le 6 novembre, la Philharmonie de Paris a accueilli l'Israel Philharmonic Orchestra, orchestre se présentant comme ambassadeur culturel d'Israël. L'orchestre y a joué l'hymne israélien, en présence de figures de la hasbara et de l'ambassadeur. La direction a porté plainte contre les militantEs ayant mené une action pacifique pour rappeler le génocide des PalestinienNEs, sans un

mot pour condamner les violences qu'ils et elles ont subies.

Colloque annulé au Collège de France

Le 9 novembre, un colloque scientifique de haut niveau, « La Palestine et l'Europe : poids du passé et dynamiques contemporaines », prévu les 13 et 14 novembre au Collège de France, a été annulé. Le ministre de la Recherche, Philippe Baptiste, a exigé son annulation après des pressions de la LICRA et d'un réseau de chercheurEs mobilisé pour contrer les voix critiques d'Israël dans le monde académique. Le tribunal administratif de Paris a validé cette décision. Le colloque s'est toutefois tenu dans un autre lieu, et les vidéos mises en ligne sur le site du Carep rencontrent une audience importante.

Colloque au Sénat financé par Elnet

Le 10 novembre, un colloque s'est tenu au Sénat à l'initiative d'Elnet (European Leadership Network), financé à hauteur de 72 000 € par le ministère israélien des Affaires étrangères. Présenté comme un sommet de la « coalition mondiale des femmes

contre les violences basées sur le genre », il a notamment accueilli Aurore Bergé, dont au moins un voyage en Israël avait déjà été pris en charge par Elnet. Cette instrumentalisation du féminisme sert depuis deux ans à légitimer le génocide à Gaza.

La France autorise les exposants israéliens à Milipol

Le 13 novembre, contre le droit international, Macron s'est déclaré en faveur du maintien des entreprises israéliennes au salon Milipol, le « salon de la sécurité intérieure des États » : grand rendez-vous international où viennent s'équiper les polices, les unités « antiterroristes » et diverses forces répressives du monde entier.

Le 29 novembre, pour la libération

L'État colonial israélien et ses soutiens perdent la bataille du récit. Leurs seuls outils sont la censure et la répression. La solidarité avec la Palestine est aussi une lutte contre la fascisation. À l'approche du **29 novembre**, journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, rappelons que cette date marque la dépossession des PalestinienNEs entérinée par l'ONU en 1947. Mobilisons-nous massivement pour la manifestation nationale du 29 novembre à Paris : décolonisation, liberté, justice.

Monira Moon

No comment

Pétain est le plus grand serviteur de la France du 20^e siècle

JACQUES BONCOMPAIN, président de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain (ADMP), à la sortie de l'église Saint-Jean-Baptiste de Verdun le 15 novembre, après une messe en l'honneur de Pétain — qui s'est tenue avec la bénédiction des autorités catholiques. Quant aux macronistes qui font les choqués, on peut leur rappeler qu'en 2018 Macron avait justifié de célébrer Pétain, ce « grand soldat ».

Agenda

Vendredi 21 novembre, rencontre du NPA «Penser l'antisépisme», Le Mans (72). Avec Florent Kohler, auteur de *Sociétés animales, un regard sociologique*, à 18 h, à la Rotonde de la Maison des associations, 4, rue d'Arcole.

Vendredi 21 novembre, Table-ronde «Violences policières, violences racistes», Paris (75). Avec Amel de la Commission antiraciste du NPA, Zinedine Messaoudi de la campagne EDR, Blaye du collectif des jeunes du parc de Belleville, Célia Chirol, chercheuse indépendante et Louis de «Stop aux violences d'État». À 19 h, au Maltais rouge, 40 rue de Malte, 75010 Paris. Métro République.

Samedi 22 et mardi 25 novembre, manifestations et rassemblements contre les violences faites aux femmes. Lire page 5.

Lundi 24 novembre, projection-débat «Les 20 ans d'une loi d'exclusion», Nancy (54). À 19 h, avec Kùbra Jantekey, de la Commission nationale antiraciste du NPA-l'Anticapitaliste. Plus d'infos à venir...

Mercredi 26 novembre, projection-débat The people vs Agent orange, Paris (75). À 19 h, au Baranoux, 78, rue Compans, 75019 Paris. Organisée par le collectif Vietnam Dioxine.

Jeudi 27 novembre, réunion publique du NPA «Montée du fascisme, comment résister?» avec Ugo Palheta, Vitry-sur-Seine (94). À 19 h 30, salle Robespierre, 3, allée du Coteau.

28-29-30 novembre, forum «Palestine libre», Ivry-sur-Seine (94). Espace Robespierre.

Samedi 29 novembre, manifestation nationale en solidarité avec la Palestine, Paris (75). À 14 h à République.

Mardi 9 décembre, Rencontre avec Karyna Chmeliuk du réseau de solidarité «Hromada crimea»: «Ukraine, comment résister à l'occupation?», Paris (75). À 19 h au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directrice
de publication :**
Penelope Duggan

**Secrétaire
de rédaction :**
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

À lire sur le site



«Accueillir cet orchestre, c'est participer à la normalisation du génocide du peuple palestinien», entretien avec Charles-Alexandre Creton du collectif des Artistes pour la Palestine



Le cessez-le-feu, l'autre nom du génocide et de l'occupation, par Marie Schawb

ÉTATS-UNIS Trump fragilisé

Le président semble vulnérable pour la première fois depuis le début de son second mandat.

Donald Trump fait face à des revers qui ébranlent son hégémonie. Incapable d'améliorer la situation économique pour la majorité des Américains, il a essuyé une large défaite lors des élections du 4 novembre. À New York, le candidat qu'il soutenait, Andrew Cuomo, a perdu face au socialiste Zohran Mamdani, tandis que les démocrates ont remporté les gouvernorats du New Jersey et de Virginie. En Californie, ils ont aussi gagné un référendum sur le redécoupage des circonscriptions.

Les effets du shutdown

Trump a attribué ces défaites au «shutdown». Celui-ci, inédit par sa durée — 43 jours — a causé de lourdes difficultés : des millions des 42 millions d'AméricainEs dépendant de l'aide alimentaire ont perdu leurs allocations pendant plus d'un mois. Le budget républicain prévoit en outre une hausse des coûts de l'assurance médicale pour 92% des 45 millions de bénéficiaires de l'Affordable Care Act, rendant les soins inaccessibles pour des millions de personnes. 48% des AméricainEs tiennent Trump et les républicains pour responsables.

Epstein fracture le MAGA

La publication des dossiers de Jeffrey Epstein revient à l'agenda du Congrès, soutenue à la fois par démocrates, républicains et par la base MAGA. Trump qualifie l'affaire de «canular», tout en demandant à la ministre de la Justice d'enquêter sur les démocrates cités dans les documents. Une motion pour la publication des dossiers pourrait être adoptée à la Chambre, voire au Sénat, avant d'arriver sur le bureau de Trump — qui hésite à y opposer son veto, de peur de ce qui pourrait le concerner. Cette situation a provoqué la première fracture publique au sein du MAGA : Marjorie Taylor Greene critique Trump pour son refus d'ouvrir l'accès à ce dossier et pour la hausse des coûts de la santé et de l'alimentation. Trump la traite de «farfelue» et de «honte pour le parti», mais d'autres républicains partagent ses exigences. La défiance de Greene pourrait annoncer une rupture plus profonde.¹

Des promesses non tenues

Trump n'a jamais été majoritaire dans la population : seuls 42% des Américains l'approuvent, contre 58% qui le rejettent. Pour tenter de maintenir son emprise sur sa base, il promet désormais une allocation de 2000 dollars pour chaque personne gagnant moins de 100 000 dollars par an, financé par les droits de douane. Mais cette mesure coûterait 300 milliards de dollars, alors que les droits de douane n'en ont rapporté que 175. Il avait déjà promis une aide similaire plus tôt dans l'année, au moment où Elon Musk et le département de l'efficacité gouvernementale coupaient des programmes publics — une somme qui n'a jamais été versée.

Trump en opposition à sa base

Trump paraît moins soucieux de transparence ou de pouvoir d'achat que lancé dans une double offensive : déployer les services d'immigration, des douanes et la Garde nationale dans des villes dirigées par des démocrates, et préparer une intervention au Venezuela. Si la base MAGA soutient la première option, elle risque de rejeter une guerre à l'étranger destinée à renverser un régime, à l'inverse des engagements de campagne de Trump. Empêtré dans ses contradictions, Trump est en difficulté. Les regards se tournent désormais vers les élections de mi-mandat de novembre 2026 — chacunE se demandant si les démocrates pourront reprendre le contrôle de la Chambre des représentants et du Sénat.

Dan La Botz

1 — Sous la pression de son propre camp, Donald Trump a annoncé, dimanche 16 novembre, soutenir un vote à la Chambre des représentants américaine pour la publication du dossier du délinquant sexuel Jeffrey Epstein, à laquelle il s'opposait jusque-là. (NDLR)

GRÈCE Démolition acharnée du service public d'éducation

Dans son obsession d'offrir le secteur de l'éducation au privé, le Premier ministre Mitsotakis accentue et diversifie les attaques pour réduire dramatiquement le service public. La mobilisation en commémoration du massacre des étudiantEs de Polytechnique le 17 novembre 1973 est une échéance importante.

Sur fond de budget insuffisant, on constate partout le manque d'enseignantEs, de nombreux locaux non rénovés et dangereux : la semaine passée, un plafond est tombé sur des élèves en Eubée.

Des attaques de toute sorte

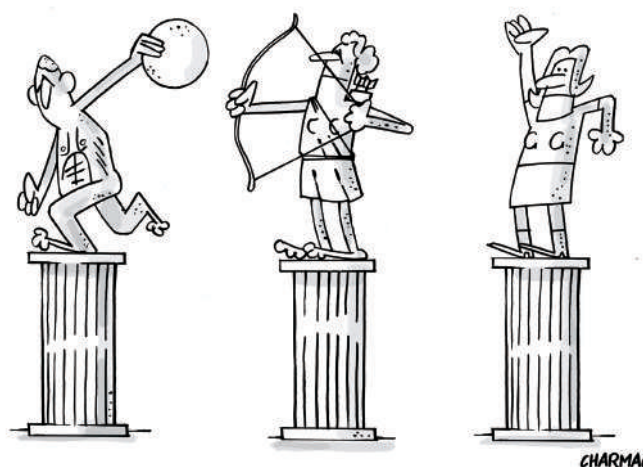
Depuis quelque temps, la propagande de la droite tente de cacher les vraies responsabilités en engageant une véritable campagne nationale de diffamation contre les enseignantEs, présentéEs comme paresseuSEs et ne s'intéressant pas aux élèves ! Cette campagne odieuse s'explique entre autres par le fait que la profession refuse depuis plusieurs années une procédure dite d'évaluation, qui vise à exclure les enseignantEs qui refuseraient de se transformer en petits soldats d'exécution. À lier à ce projet de «déprofessionnalisation», le nouveau programme du lycée : des examens nationaux chaque année, avec apprentissage par cœur et cours supplémentaires le soir dans les petites boîtes de répétition privées et coûteuses...

Répression flagrante

La répression prend ces derniers temps une dimension rappelant à certainEs les périodes salement brunes du pays. Répression contre les syndicalistes enseignantEs (autour de 2500 poursuites administratives !) et contre le syndicalisme étudiant. Flicage des universités, avec certainEs présidentEs en pointe, comme celui de l'Université Polytechnique d'Athènes : caméras, interdiction d'affichages (un étudiant vient de prendre 14 mois de prison pour un slogan

pro-palestinien sur un mur de la fac).

Et violences policières intenses contre les manifs de la jeunesse scolarisée, comme récemment où des parents d'élèves et leurs jeunes enfants ont été gazés devant le rectorat athénien, où ils protestaient contre la pratique courante des fusions de classes. À Polytechnique encore, le président a appelé les flics pour évacuer une AG étudiante en soutien à la mobilisation contre la loi sur la journée de travail de 13 heures ! Résultat : 15 étu-



diantEs arrêtéEs, et l'arrêt de toute poursuite est une des principales revendications actuelles. Et, symbole de cette politique à la Trump, se prépare le plan d'exclusion des «étudiantEs éternelEs», c'est-à-dire avant tout des étudiantEs travailleurEs qui ont souvent besoin d'années supplémentaires pour finir leurs études : 285 000 pourraient être victimes de cette mesure inouïe de sélection sociale, que refuse évidemment le mouvement étudiant.

Mobilisation contre la mise à mort du service public

Contre cette rage de mise à mort du service public et contre la sélection sociale, la bataille s'organise : après la mobilisation de l'EN réussie du 6 novembre dans une quarantaine de villes, la commémoration du massacre des étudiantEs de Polytechnique le 17 novembre 1973 est une étape importante. Déjà, sur place, la foule de tout âge au milieu des stands syndicaux et politiques est une réponse cinglante à Mitsotakis et à ses sbires !

A. Sartzekis

SAHARA OCCIDENTAL Une invasion coloniale sous parrainage impérial

Le 31 octobre 1975 s'ouvre une page sombre de l'histoire coloniale contemporaine : l'invasion du Sahara occidental par le Maroc, soutenue militairement et diplomatiquement par la France et les États-Unis.

Près d'un demi-siècle plus tard, le vernis propagandiste n'a pas entièrement réussi à masquer ce que fut cette intervention : une véritable boucherie coloniale.

Une agression soutenue par Paris et Washington

Le 21 mars 2025, l'ambassadeur de France au Maroc, Christophe Lecourtier, l'a lui-même reconnu publiquement. Lors d'une conférence à Rabat, il admet que «l'armée française a ouvert le feu» sur des colonnes du Polisario, détruites par des avions Jaguar. Un aveu saisissant, confirmant l'implication directe de Paris dans l'invasion. Washington n'est pas en reste. Le secrétaire d'État Henry Kissinger s'emploie alors, en coordination avec Rabat, à organiser et légitimer la Marche Noire. En toile de fond : la volonté de récompenser la coopération intense, quoique secrète, entre le Maroc et Israël. Protégé par deux grandes puissances impérialistes, le régime colonial marocain peut avancer sans craindre de conséquences diplomatiques majeures. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte le 6 novembre 1975 la résolution 380, exigeant le retrait immédiat du Maroc. Cette injonction restera lettre morte, sans que cela n'entraîne aucune sanction.



Massacres, exode et crimes de guerre

Dès les premières semaines de l'invasion, ONG, journalistes et Comité international de la Croix-Rouge documentent une longue liste d'exactions commises par les armées d'occupation marocaine et mauritanienne : bombardements chimiques, exécutions sommaires, mutilations, attaques contre des colonnes de réfugiés en fuite, sièges de villes entières.

La Fédération internationale pour les droits de l'homme (FIDH) décrit dès février 1976 des massacres visant «des personnes de tous âges et de toutes conditions», y compris des enfants, exécutés pour refus d'allégeance au roi du Maroc. Des mutilations sont rapportées, comme des doigts coupés à des jeunes hommes pour les empêcher de combattre. La ville d'El Aïun se vide à 80 %, tandis que des camps de réfugiés sont bombardés. L'universitaire américaine Ann Lippert témoigne devant le Congrès de bombardements au napalm entre janvier et février 1976 : selon elle, il existait «une volonté délibérée» des forces d'occupation marocaines «d'éliminer» les réfugiés.

Les attaques les plus meurtrières surviennent en février 1976 autour de Guelta Zemmur et Um Dreiga, où les forces d'occupation marocaines bombardent des milliers de civils, utilisant du napalm à plusieurs reprises. Le documentaire *Enfants des Nuages* (2012) diffuse des images d'enfants sahraouiEs mutilés, ainsi que des témoignages glaçants. L'un d'eux raconte l'exécution de toute sa famille : soldats marocains pénétrant dans une maison, tirant sur les proches, frappant sa mère enceinte, égorgeant frères et père avant de torturer puis d'enterrer vivant l'enfant dans des ordures. Sauvé en extremis, il rejoint les camps de réfugiés algériens. Face à ces massacres, l'Algérie est le seul pays à ouvrir ses frontières. Dès janvier 1976, la Croix-Rouge note la fuite de dizaines de milliers de SahraouiEs. Dans les années suivantes, près de 50 000 réfugiés, sur les 72 000 habitantEs recensés au Sahara occidental en 1974, s'installent dans les camps de Tindouf. Deux tiers du peuple sahraoui se retrouvent ainsi déracinés.

Un crime colonial impuni

En chiffres, l'invasion du Sahara occidental, ce sont des milliers de SahraouiEs massacrés, exécutés ou brûlés par les bombardements chimiques et plus des deux tiers de la population poussés à l'exil. Un demi-siècle après, Rabat continue d'imposer une domination coloniale soutenue par les mêmes puissances occidentales qui ont rendu possible la catastrophe de 1975. Rappeler cette histoire n'est pas seulement un travail de mémoire : c'est une nécessité politique, tant que le peuple sahraoui reste privé de liberté.

Amel

PRISONS

La maison d'arrêt de Blois épinglée pour ses mauvais traitements

La maison d'arrêt de Blois, en service depuis 1943, a été récemment épinglée par le Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL) pour ses conditions de détention inacceptables et son accès limité à l'hygiène.

Le bâtiment n'a jamais connu de véritable réhabilitation, et ses murs, l'électricité, les huisseries et le mobilier sont en ruine, traduisant un mépris systémique de l'État pour la dignité des personnes détenues. La maison d'arrêt peut accueillir 105 détenus en détention ordinaire et 12 en quartier de semi-liberté, soit 117 places. Or, les cellules simples sont systématiquement doublées et certaines cellules doubles accueillent trois personnes, dépassant largement cette capacité. Cette surpopulation chronique résulte d'un choix politique : maintenir des établissements sous-dimensionnés et laisser les conditions de vie se dégrader.

De la maltraitance carcérale

À Blois, le taux d'occupation atteignait 150 % lors de la visite du CGLPL. Certaines maisons d'arrêt nationales frôlent 290 % de surpopulation. Cette situation engendre promiscuité, hygiène dégradée et stress pour les détenus. Les cellules sont délabrées : peintures écaillées, mobilier cassé, installations électriques dangereuses. Douches et sanitaires collectifs ne garantissent ni hygiène ni intimité. Les cours de promenade sont insuffisantes, privant les détenus d'exercice physique et d'air libre. Ces conditions transforment l'enfermement en processus de dégradation humaine. Deux ou trois personnes partagent souvent la même cellule sans espace personnel, et doivent signaler leurs besoins par papier faute d'interphone. Elles violent les droits fondamentaux à l'intimité, la dignité et la sécurité. La prise en charge médicale est insuffisante, notamment psychiatrique, aggravée par un désert médical local. Les détenus étrangers souffrent de l'absence de dispositif d'interprétariat, renforçant isolement et vulnérabilité. La prison institutionnalise ainsi souffrance et marginalisation.

À qui profitent ces conditions d'incarcération ?

La surpopulation résulte de choix politiques. La logique dominante reste punitive : punir plutôt que transformer, exclure plutôt qu'accompagner. La vétusté traduit un désintérêt pour la condition humaine. Promiscuité, privation d'intimité et hygiène dégradée sont autant de mécanismes de déshumanisation, réduisant le détenu à son rôle de punition. La prison perpétue hiérarchies et ségrégations, touchant particulièrement les étrangers, les racisés, les personnes vulnérables et psychologiquement fragiles. Le coût humain et financier de cette politique est élevé, l'État préférant économiser sur les infrastructures plutôt que d'investir dans des alternatives humaines et efficaces.

Il est urgent d'améliorer immédiatement les conditions de détention (accès à l'hygiène, intimité, soins médicaux et suivi), de développer les alternatives à l'incarcération, de mettre en perspective l'abolition du système carcéral.

Radu Varl



INDUSTRIE

Forge de Commentry, 200 ans d'histoire industrielle sacrifiés pour le profit

Le 3 novembre, la direction d'Erasteel (leader européen des aciers rapides) a annoncé la suppression, à l'échelle mondiale, de 280 postes sur un effectif de 700. Site le plus touché, la « Forge » de Commentry (190 ans d'activité) pourrait perdre 190 emplois sur les 240.



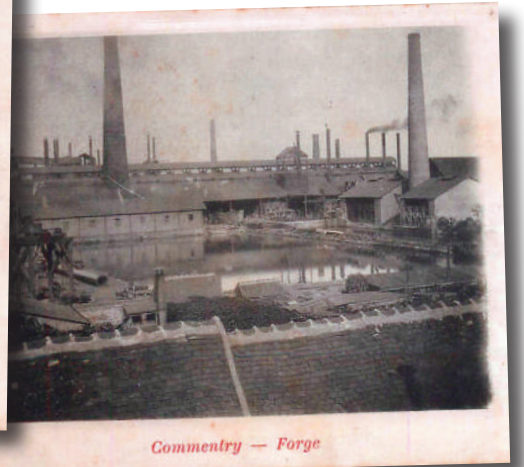
L'inquiétude existait mais la nouvelle a fait l'effet d'une déflagration et plonge des dizaines de familles, une ville et un bassin entier (Montluçon-Commentry), déjà fortement touché par le chômage et les plans de licenciements, dans l'incertitude. C'est une étape de plus dans la casse à l'œuvre depuis des années dans l'Allier : la CGT évoque 3 000 emplois détruits en quinze ans. L'année passée, dans la même ville, ADISSEO (qui développe sa production en Asie) avait supprimé des dizaines de postes en fermant l'atelier historique de production de méthionine.

Des choix purement financiers

Le choix exclusivement financier d'Erasteel apparaît au grand jour : rachetée à Eramet, groupe minier, par un fonds d'investissement belge, Syntagma Capital, il y a à peine trois ans, l'entreprise avait vu le démantèlement d'une grande partie des outils de production d'acier conventionnel et son activité réorientée vers le développement d'une filière de recyclage des métaux. Aujourd'hui, Syntagma estime que le cash ne rentre pas assez vite et sacrifie les salariéEs sur l'autel de la rentabilité à court terme. De l'avis général, le plan envisagé signifierait, à court terme, la fermeture de l'usine. Évidemment, l'entreprise a largement bénéficié d'argent public pour l'activité de recyclage qu'elle veut abandonner, et pour laquelle des investisse-



Commentry — Forge — Sortie des ouvriers



Commentry — Forge

Carte postales anciennes, DR.

ments étaient encore en cours ces dernières semaines. Il y a d'ailleurs de quoi s'interroger sur la gestion actuelle des « déchets » que constituent les piles alcalines ou les pots catalytiques de l'industrie automobile, s'ils ne sont pas pris en charge par le secteur du recyclage. Cette décision met aussi en lumière l'absence totale de contrôle sur l'argent versé aux entreprises et sur les choix industriels, dans des secteurs pourtant stratégiques (« transition écologique », industrie de pointe).

Empêcher le démantèlement, garantir la sécurité

Alors que la CGT exige la tenue d'une conférence sur l'emploi industriel ; alors que le maire divers gauche de Commentry demande des expertises indépendantes et la recherche d'un repreneur en associant les salariéEs, ces dernierEs, viscérale-

ment attachés à leur production — où se succèdent des générations de mêmes familles — poursuivent l'activité pour expédier les commandes, et vont veiller sur l'outil, afin de s'assurer qu'il ne soit pas démantelé et de garantir la sécurité du site Seveso seuil haut.

La mobilisation qui s'organise à Commentry, avec une première manifestation vendredi 14 novembre qui a été très importante, n'est pas seulement la défense d'une usine ; c'est la défense de l'emploi et l'appel à d'autres choix économiques et industriels. Les salariéEs, sous le choc et hébétéEs, vont devoir surmonter le coup et construire la lutte dans la durée.

Une lutte politique

Mais le combat de la Forge dépasse ses murs : il va entraîner tout un bassin et pose frontalement la question politique

de la lutte contre le capitalisme financiarisé et l'appropriation des ressources publiques et naturelles pour satisfaire les marchés, se soldant systématiquement par le chômage et l'abandon de sites industriels pillés et pollués, sacrifiant des vies et condamnant des territoires entiers.

Il pose la question de la reprise en main de la production et des outils industriels par les travailleuses et les travailleurs, les citoyenNEs, par la planification démocratique et écologique, au service de la société et non pas des actionnaires et des intérêts impérialistes des grandes puissances.

Dans les prochaines semaines, le sujet de la propriété de l'entreprise et des comptes à rendre par le fonds d'investissement devra nécessairement être mis sur la table : c'est la condition pour sauver la Forge.

Fanny

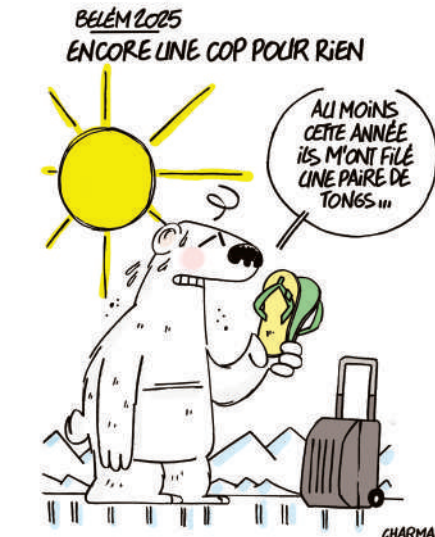
CLIMAT COP30, réagir avant qu'il ne soit trop tard

Marquée par l'absence des États-Unis et de plus de la moitié des chefs d'État concernés, la COP30, à Belém du 10 au 21 novembre, est la preuve du recul général sur le front de la lutte contre le dérèglement climatique.

Dix ans après les accords de Paris, le bilan est sévère. L'objectif des 1,5°C ne sera pas tenu, la 7^e limite qui garantit l'habitabilité de la planète est dépassée : les océans s'acidifient et perdent leur capacité d'absorber le CO₂. La biodiversité qu'ils renferment est menacée. Les événements climatiques extrêmes se multiplient : incendies de forêts, inondations, tornades meurtrières. Plusieurs points de bascule vont être atteints (extinction des récifs coralliens, fonte des glaciers polaires, modification des courants océaniques), ouvrant sur un futur inquiétant et imprévisible.

Bilan catastrophique, responsables identifiés

La course effrénée aux profits, aveugle à l'urgence climatique, privilégie les intérêts des plus riches au détriment de l'intérêt général. Trois dossiers majeurs ne seront pas traités à la COP. L'autorisation d'exploiter le pétrole près de l'embouchure de l'Amazone est le symbole de la poursuite des énergies fossiles. Sous la pression de Trump, les négociations internationales pour diminuer les émissions du transport maritime ont été abandonnées. Enfin, les grands noms de l'agro-industrie sont des invités choyés par le président Lula, qui



leur a réservé Agrizone, un espace dédié. La plupart des gouvernements, l'UE en particulier, poussés par les forces climatosceptiques de la droite et de l'extrême droite, abandonnent progressivement les mesures environnementales. Ils concentrent leurs efforts sur les budgets militaires au détriment des politiques de justice sociale et climatique. Les mesures décisives de prévention qui pourraient limiter les dégâts ne seront pas prises.

Un mouvement international de résistance s'organise

La présidence de la COP préfère les 1 600 lobbyistes des fossiles aux représentantEs des peuples autochtones, refoulés lorsqu'ils et elles ont voulu présenter leurs revendications. À leur côté, une multitude d'organisations et de mouvements écologistes, syndicaux, féministes et anticapitalistes sont réunis à Belém pour repenser leurs stratégies, coordonner et renforcer les processus de lutte et de résistance. Dimanche, plus de 50 000 manifestantEs ont crié leur colère contre la « COP des lobbies ».

Nous devons amplifier ces mobilisations contre les projets écicides, contre l'extractivisme minier et l'agro-industrie, pour défendre le vivant (espèces menacées, forêts, mangroves et zones humides...). Chaque fraction de degré évitée limite la dégradation de nos conditions de vie et la destruction des écosystèmes. Nos luttes s'inscrivent dans un cadre internationaliste évident : les ravages environnementaux n'ont pas de frontière.

Contre notre ennemi commun, le capitalisme prédateur, notre objectif est le même : construire une société de justice sociale et climatique. Nous l'appelons écosocialisme. **Commission nationale écologie**

Culture

DOCUMENTAIRE

Islande. Un jour sans femmes, de Pamela Hogan et Hrafnhildur Gunnarsdóttir

Documentaire, 2005, 64 min, disponible
sur arte.tv jusqu'au 13/01/2026



En 1975, lors d'un congrès des organisations de femmes islandaises — initiative du gouvernement à l'occasion de « l'Année internationale de la femme » décidée par l'ONU — les activistes islandaises réussissent à faire émerger la proposition d'une journée de grève des femmes... Si on s'arrête, tout s'arrête ! Et c'est ce qui va se passer. Le 24 octobre 1975, on estime à 90 % le taux de participation à cette fameuse « journée libre » des femmes. Les crèches ferment, ainsi que les écoles, quasiment toutes les usines de poisson ; les banques fonctionnent avec leurs patrons à la caisse ; les avions sont cloués au sol faute d'hôtesse de l'air ! Les hommes doivent s'occuper de leurs enfants, au travail ou à la maison, leur faire à manger — on annonça même la rupture des stocks de saucisses ! Les entreprises se dotent de matériel de coloriage pour improviser des garderies...

Le documentaire de Pamela Hogan et Hrafnhildur Gunnarsdóttir, construit en alternant de nombreux témoignages d'actrices de la lutte et des images d'archives — dans lesquelles la plupart d'entre elles apparaissent — est un concentré de pure joie : avoir participé à cette journée a été l'affaire de leur vie, et on les comprend ! C'est aussi un moment de jubilation politique : les féministes à la manoeuvre ont agi de manière exemplaire, obtenant une grève unanime en acceptant des concessions de pure forme.

À la base de ce cocktail explosif, l'action du groupe Les Chaussettes rouges, qui multiplie les actions spectaculaires depuis le début des années 1970. Elles arrivent à la très officielle assemblée armées de leur détermination, de leur forte cohésion, de leurs idées iconoclastes et de leur sens politique de la négociation ! Elles emportent l'adhésion de toutes les associations féminines en acceptant la formule, plus consensuelle, de « journée libre » des femmes islandaises. L'histoire retiendra la « grève des femmes » !

Cinquante ans après, le bilan permet de parler d'une journée historique, qui a changé en profondeur la place des femmes dans la vie politique de l'Islande, même si les inégalités demeurent. Ce petit pays est celui qui a élu la première femme présidente, Vigdís Finnbogadóttir, dès les années 1980, et qui a le taux le plus élevé au monde de parlementaires femmes.

Un documentaire à voir, d'abord pour le plaisir — ce bonheur qui en émane ! — et dont celles et ceux qui militent pour un monde meilleur ne peuvent que s'inspirer...

Claude Moro

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► **Librairie La Brèche**

27, rue Taine, Paris 12^e | Métro Daumesnil
contact@la-breche.com | 01 49 28 52 44

 **la-breche.com**

Vie du NPA l'Anticapitaliste

SOUSCRIPTION 2025 Imprimer en toute indépendance

En 1976, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) fonde l'imprimerie Rotographie à Montreuil. Pour produire «Rouge», son quotidien, mais aussi pour doter le mouvement ouvrier d'un outil pleinement au service des luttes.

Parmi les camarades qui se lancent dans l'aventure, il n'y a pas unE seulE imprimeurE de profession. Qu'importe : de la composition à la photo-gravure, de l'impression au façonnage, il faut se former à tout. Même les travaux d'aménagement et d'entretien du bâtiment reposent sur les travailleurEs de l'imprimerie et des militantEs. C'est le prix à payer pour une précieuse indépendance. Dans un contexte où les imprimeurs sont responsables pénalement de ce qu'ils impriment — alors que la Ligue a déjà été interdite deux fois —, imprimer soi-même, c'est la garantie de pouvoir imprimer ce qu'on veut. Le journal d'un parti révolutionnaire, son matériel électoral, ou encore les publications de camarades à l'étranger, censurés dans

leur pays. C'est aussi la diffusion d'un modèle politique et l'aide à la création d'autres imprimeries, comme en Kanaky dans les années 1980.



Dès sa fondation, Rotographie est ouverte aux autres organisations du mouvement social. Politiquement et économiquement, il n'est pas question de la garder pour soi ! Cette volonté d'ouverture au monde militant est toujours d'actualité. Aujourd'hui, Rotographie imprime l'intégralité du matériel du NPA, certes, mais aussi celui d'autres organisations d'extrême gauche, de sections syndicales, de collectifs féministes, écologistes, antifascistes, de solidarité internationale, ainsi que celui de clubs de foot militants.

Près de cinquante ans après sa fondation, et grâce à votre soutien en 2024, le NPA et son imprimerie vont devenir propriétaires de leur local historique. Mais pour aller au bout du projet, de lourds travaux sont nécessaires au rez-de-chaussée. Certaines machines devront être déplacées pour accueillir la librairie La Brèche et créer un espace d'environ cent places pour recevoir tous types d'événements.

Le projet d'un local ouvert vers l'extérieur est proche de la concrétisation. Alors cette année encore, soutenez-nous en faisant un don !

<https://don.npa-lanticapitaliste.org/>

**CPN Un parti internationaliste, combatif,
unitaire, contre les oppressions**



u niveau international, l'accélération des crises écologiques et économiques renforce les tensions et les conflits.

Le génocide en Palestine et la guerre en Ukraine se poursuivent. Les conflits en Afrique restent ravageurs, nourris par les ingérences néocoloniales, tandis que l'impérialisme US intensifie ses pressions contre le Venezuela. Partout, la montée des autoritarismes et de l'extrême droite va de pair avec l'augmentation des budgets militaires et des politiques austéritaires. Les derniers mois ont été marqués par de puissants soulèvements dans le Sud global, notamment portés par la GenZ, rejetant la répression et la confiscation des richesses par les pouvoirs en

Le CPN (Comité politique national) des 15 et 16 novembre a permis de débattre de la situation internationale et française. Un large accord s'est dégagé sur l'analyse du contexte mondial et sur les tâches qui incombent à notre camp.

place, souvent avec le soutien des puissances impérialistes, dont la France.

Une motion de solidarité avec la Kanaky et contre l'État colonial français a été adoptée à l'unanimité. Nous restons plus que jamais aux côtés des peuples en lutte pour l'autodétermination, en particulier les peuples ukrainien et palestinien. À ce titre, la manifestation nationale du 29 novembre constitue un rendez-vous majeur pour le NPA-A. Sur le plan national, les échanges ont confirmé un large accord. L'affrontement contre l'extrême droite, le racisme d'État, le gouvernement Macron-Lecornu, la lutte contre les licenciements et la casse sociale constituent une priorité.

Le NPA-A appelle à construire un front social et politique large, fondé sur une véritable rupture sociale, écologique et démocratique, tout en défendant, au travers de campagnes et de réunions publiques, sa propre politique unitaire et révolutionnaire. Des nuances se sont exprimées sur les perspectives de la période et sur le rôle de l'intersyndicale. La dynamique ouverte par « Bloquons tout » n'a pas été amplifiée par l'intersyndicale, dont la stratégie n'a pas permis de créer un rapport de force suffisant malgré la fragilisation du pouvoir. Dans l'immédiat, nos militantEs préparent le 2 décembre malgré les limites d'une journée de grève isolée.

Les négociations entre le PS et le gouvernement montrent, une fois encore, qu'il existe deux gauches dans ce pays. Face aux reculs sociaux et à l'extrême droite, il est urgent de bâtir une gauche de rupture, dans la rue comme dans les urnes. Pour les municipales, le NPA-A œuvre à l'émergence de listes unitaires ancrées dans cette perspective, tout en conservant son indépendance politique et programmatique.

Enfin, le CPN a également permis des formations sur les VSS et sur l'antisémitisme. Plus que jamais, nous luttons pour une société débarrassée des oppressions et de l'exploitation capitaliste.

Victor Zak

Orléans (45). Deux rencontres avec

Aurore Koechlin. Dans le cadre de sa participation à la campagne « Reprenons la rue », le NPA 45 organisait une deuxième échéance militante avec une réunion publique animée par notre camarade Aurore Koechlin jeudi 13 novembre à Orléans. Une grosse trentaine de personnes étaient présentes, dont de nombreux visages inconnus. Sarah, du comité d'Orléans, a introduit la réunion.

Elle a présenté un panorama local, évoquant les menaces sur l'emploi à l'usine Brandt de Saint-Jean-de-la-Ruelle, l'incendie de la mosquée de Jargeau et les nouvelles menaces islamophobes qu'elle a subies. Elle est revenue sur la réussite de la journée antifasciste du 9 juin et sur l'activité du NPA dans tous les cadres où il intervient. Aurore a ensuite pris la parole, analysant la situation dans un contexte de polarisation extrême : arrivée au pouvoir de l'extrême droite aux États-Unis ou en Italie d'un côté ;



mais aussi révoltes et soulèvements de la GenZ au Népal, à Madagascar ou encore au Maroc. Elle a rappelé la crise politique en France, l'urgence de mobilisations unitaires, par en bas, et la nécessité de s'éloigner des stratégies perdantes des directions syndicales comme des combinaisons électorales et parlementaires. Le débat qui a suivi avec la salle a été très riche : besoin de socialisme, agriculture saine et de proximité, votes à l'Assemblée nationale d'Emmanuel Duplessy (député

Génération-s du Loiret), préparation de la manifestation nationale pour la Palestine du 29 novembre... Beaucoup de questions, et l'envie manifeste de construire ensemble des réponses. Plusieurs contacts ont été pris, avec la volonté de poursuivre les discussions et de militer à nos côtés.

Le lendemain soir, Aurore participait à une table ronde intitulée « *Mettre fin aux dominations au travail* » avec Nicolas Framont à l'Université d'Orléans. Une centaine de personnes ont rempli l'amphithéâtre.

Les échanges ont porté sur l'évolution du monde du travail, la théorie de la reproduction sociale, l'affaiblissement du syndicalisme, les stratégies de lutte entre grève et blocage, ainsi que sur le bilan des mobilisations récentes. Là encore, avec la volonté d'avancer ensemble des réponses anticapitalistes.

Correspondantes NPA 45

ENTRETIEN « La maternité des Lilas, c'était tout ce que la société capitaliste déteste »

Fondée en 1964, la maternité des Lilas a définitivement fermé ses portes le 31 octobre 2025 après des années de luttes. Fermée car jugée « pas assez rentable », c'est aussi une perte pour toute la pratique de l'accouchement en France. Entretien avec **Aurélienne Thos**, infirmière à la maternité de Tenon

Pourquoi la maternité des Lilas est-elle aussi emblématique et importante pour toutes les femmes ?

Il faut comprendre que la maternité des Lilas, c'était une pratique de l'accouchement physiologique, de l'accouchement sans douleur, à la fois précurseuse et unique en France. Mais c'était aussi un lieu d'accueil pour les femmes précaires, les hommes trans et les personnes queer, les couples lesbiens, les femmes racisées... Bref, un lieu où toute la pratique de l'accouchement était pensée de façon inclusive et dans l'écoute des femmes elles-mêmes. Elles avaient une approche féministe globale de la pratique médicale et du rapport aux corps des femmes. Bien sûr, elles étaient aussi de ferventes défenseuses de l'avortement. Cela se retrouvait également dans leurs pratiques de travail : discussions collégiales où tout le monde pouvait participer, décisions collectives sur leurs pratiques, en bref, une organisation du travail déjà révolutionnaire.

Un lieu où toute la pratique de l'accouchement était pensée de façon inclusive et dans l'écoute des femmes elles-mêmes

Dans l'accouchement physiologique, un temps important est consacré à l'écoute des femmes, à leur accompagnement : c'est le système qui s'adapte à elles et à leurs besoins, et non l'inverse. Mais tout ce travail prend du temps et, surtout, il s'agit très souvent d'un travail non coté, donc invisible, qui n'est absolument pas rentable.

Des actes « non cotés » ?

C'est le fameux système de T2A (tarification à l'acte) : tous les actes médicaux que nous réalisons sont « cotés » et donnent lieu à leur prise en charge par l'Assurance maladie. Le problème, c'est que tous les actes ne sont pas cotés, et pire, ils ne le sont pas de la même façon ! En définitive, la tarification à l'acte rend les maternités complètement dépendantes du nombre d'accouchements qu'elles réalisent chaque année, car c'est lui qui va être déterminant en matière de financement.

On se dirige de plus en plus vers des « usines à bébés »

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org



Photos : manifestation pour la défense de la Maternité des Lilas en septembre 2011. PHOTO THÉÂTRE ROUGE



Il y a dix ans, un rapport de la Cour des comptes pointait un « sous-financement structurel des maternités, qui ne peuvent trouver un équilibre qu'à partir de 1100 à 1200 accouchements par an, en raison d'une déconnexion ancienne des tarifs et des coûts réels ». Aujourd'hui, c'est encore pire. En définitive, cela pourrait signifier la fermeture de toutes les maternités qui pratiquent moins de 1200 accouchements par an ! On se dirige de plus en plus vers des « usines à bébés », des maternités qui feraient plus de 3000 accouchements par an et dans lesquelles l'objectif serait d'aller vite : libérer vite les lits, libérer vite les salles d'accouchement, etc. On n'est plus du tout dans des prises en charge qui permettent l'installation d'une relation patiente-soignante, d'une écoute, d'un accompagnement progressif de la douleur...

Il y a de plus en plus de maternités qui ferment ?

Il y a d'abord eu un mouvement de fermeture des petites maternités qui pratiquaient moins de 300 accouchements par an. Parce qu'on s'est rendu compte que dans ces maternités on ne pratiquait pas suffisamment d'accouchements pour pouvoir être en capacité de prendre en charge des urgences au moment où elles se présenteraient. Donc, d'une certaine façon, au début, cette idée de regrouper plus d'accouchements dans les maternités n'était pas une mauvaise idée en soi, parce que cela permettait d'avoir des équipes plus formées : l'objectif était alors de diminuer la mortalité infantile.

Mais le problème, c'est que là on n'est plus dans des questions de soins, mais dans des questions de financement avec la tarification à l'activité. Une maternité qui réaliserait, par exemple comme celle des Lilas, entre 600 et 800 accouchements par an n'est plus considérée comme rentable. Il y avait près de 700 maternités en France dans les années 2000 et aujourd'hui on est autour de 450.

On n'est plus dans des questions de soins, mais dans des questions de financement avec la tarification à l'activité

En France, de manière générale, il y a une baisse du nombre de naissances. Par ailleurs, avec la progression des questions de violences obstétricales et gynécologiques, il y a aussi la recherche d'une maternité un peu différente, moins médicalisée, voire un retour à l'accouchement à domicile. Par exemple, à la maternité où je travaille, nous avons fait 2150 accouchements en 2024, mais cette année nous n'atteindrons peut-être pas les 2000 : c'est une source de stress pour l'équipe car cela aura des conséquences sur notre budget. La maternité des Lilas, c'était tout ce que la société capitaliste déteste : moins de 1000 accouchements par an et, surtout, un principe — « une femme, une sage-femme » — pour que les femmes puissent accoucher dans de bonnes conditions. Et ça, ça coûte trop cher, et finalement cela aura conduit à la fermeture.

Il y a eu plusieurs propositions de reprises pour la maternité des Lilas...

Oui ! Notamment à Montreuil et à Tenon, là où je travaille, mais toutes les propositions qui ont été formulées pour la maternité des Lilas étaient des propositions où elles perdaient cet acquis concernant « une femme, une sage-femme ». Ce n'était pas envisageable de pouvoir continuer dans des conditions qui ne seraient plus celles de la maternité des Lilas.



Finalement, de nombreuses femmes perdent une maternité de proximité dans laquelle existait une pratique de l'accouchement physiologique, qui était une forme extraordinaire d'accompagnement dans un moment si important de la vie des femmes.

Nous pouvons et nous devons lutter pour faire vivre l'esprit de la maternité des Lilas

En plus de la maternité, c'est une approche qui est complètement perdue. Il n'y aura pas de maternité qui puisse reprendre ce travail-là, dans les conditions qui sont celles d'aujourd'hui. Donc, en réalité, quand la maternité des Lilas ferme, ce sont toutes les maternités qui perdent cette recherche collective, cette pratique de l'accouchement physiologique. Il ne faut pas perdre espoir : nous pouvons et nous devons lutter pour faire vivre l'esprit de la maternité des Lilas. Cela passera par l'exigence de respecter ce ratio « une femme, une sage-femme » et donc de débloquent des moyens pour imaginer une maternité différente, moins médicalisée et qui s'adapte réellement aux besoins des femmes.

Propos recueillis par la rédaction



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)
[Lanticapitaliste](https://www.instagram.com/Lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/Lanticapitaliste1)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebd

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, L'Anticapitaliste la revue

Le n°170 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

